

* A propos de

*Para uma teoria do modo de produção comunista*¹

(Pour une théorie du mode de production communiste)

de João Bernardo

Ce livre a trouvé son point de départ théorique lorsque j'ai articulé dans un système unique les deux définitions de la valeur que l'on trouve dans l'œuvre de Marx : le temps de travail incorporé et le temps minimum de travail incorporé. Marx utilise ces définitions alternativement et, dans d'autres cas, l'une apparaît comme une spécification de l'autre.

Cependant, si nous les articulons de manière à faire reposer la loi de la valeur sur ces deux déterminations, et si nous reformulons cette loi, nous pouvons en déduire des conséquences essentielles : le caractère social du produit capitaliste est désormais défini dans la production, et non plus dans sa réalisation au moment de l'achat et de vente. Cela signifie que la concurrence entre les capitalistes se déroule fondamentalement au niveau même de la production et non au niveau du marché. Les implications de cette hypothèse sont très importantes pour l'analyse de l'évolution du mode de production capitaliste et pour la compréhension des régimes capitalistes actuels. En particulier, cela implique que le marché de la libre concurrence peut disparaître sans que disparaisse pour autant la concurrence inter-capitaliste fondamentale qui se déroule dans le processus de production.

Les conséquences sont aussi très importantes pour la définition des classes sociales, car la concurrence entre les entreprises capitalistes dans le processus de production requiert des conditions matérielles et technologiques pour cette interrelation (ce que j'appelle les Conditions générales de production²), et cela détermine l'existence sociale d'une classe de gestionnaires technocrates.

C'est dans ce système d'interrelations technologiques, pilier du fonctionnement des unités de production particulières, que l'État trouve dans le capitalisme son rôle économique. Il en découle que ni l'action économique de l'État ni l'existence de la classe des technocrates³ ne sont apparues à un stade avancé de l'évolution capitaliste, mais sont contemporaines de la propre gestation du capitalisme.

Si l'on place la concurrence capitaliste au centre du processus de production, on repositionne toute la problématique de la répartition de la plus-value en fonction du rapport de chaque capitaliste avec les conditions générales de production. Nous pouvons ainsi aborder, dans une nouvelle perspective, le problème tellement discuté du rapport entre la valeur et les prix.

Ces thèses générales, brièvement exposées dans les premiers chapitres de ce livre, sont reprises tout au long des chapitres suivants, à mesure que j'esquisse l'étude des formations sociales et des luttes de classes au cours desquelles la loi de la valeur a manifesté son existence réelle. Elles sont reprises à nouveau dans l'analyse de certaines formations idéologiques grâce auxquelles les classes sociales ont conçu les moments historiques successifs de leur existence.

Le lecteur verra comment l'assimilation entre la concurrence capitaliste sur le marché libre et la concurrence fondamentale dans le processus de production exprime une époque durant laquelle le développement du processus économique et des luttes sociales avait clairement défini la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais pas entre le prolétariat et l'ensemble du capitalisme.

Il faut par conséquent analyser l'opposition entre le prolétariat et la classe des technocrates si l'on veut poser tous les problèmes qui découlent de la lutte contre les formes capitalistes de la gestion et de la technologie. Le mouvement ouvrier, en général, a commencé à poser ces questions seulement depuis peu

¹ Ce texte a été écrit en 1977 pour préfacier la traduction espagnole de *Para uma teoria do modo de produção comunista*. En portugais ce livre est paru aux Editions Afrontamento en février 1975, mais sa rédaction fut terminée en août 1974, quelques semaines donc après le 25 avril 1974 (NdT).

² On trouvera une définition des Conditions générales de production dans l'annexe n° 2 du texte de João Bernardo «Après le marxisme, le déluge ?» (1991), <http://mondialisme.org/spip.php?article2795>, inclus également dans le n° 62-63 de *Ni patrie ni frontières*, août 2017.

³ Dans les travaux ultérieurs de l'auteur, les technocrates sont considérés comme faisant plus généralement partie de la «classe des gestionnaires» (*gestores*), NdT.

de temps. Cela explique la cause profonde des échecs qu'ont connus les révolutions prolétariennes passées et, à partir de ce constat, nous devons chercher à redéfinir le champ dans lequel le mouvement ouvrier peut exister en tant que mouvement dominant et ainsi s'étendre.

Si ma reformulation de la loi de la valeur permet de comprendre le capitalisme dans ses modes d'existence actuels, elle permettra également de définir, de façon plus rigoureuse, l'antagonisme radical entre le mode de production communiste et le mode de production capitaliste. Nous essaierons d'opposer à la loi de la valeur ce qui pourrait être la nouvelle loi du nouveau mode de production (communiste), et que j'appelle la *Loi de l'Institutionnel*. Pour cela, il nous faudra écarter ce qui a été couramment présenté comme l'Histoire du mouvement ouvrier et trouver au-delà de ses épisodes ambigus – et généralement non seulement au-delà, mais ailleurs – le véritable champ où le mouvement ouvrier se constitue comme germe d'une possible société future. C'est dans ce domaine que nous subissons nos défaites et remportons nos victoires.

Dans son schéma fondamental, le parcours de ce livre est donc circulaire: il prend comme problème initial le fait que les deux déterminations de la loi de la valeur ne sont pas articulées entre elles dans l'œuvre de Marx et il reformule ce problème du point de vue de son existence sociale et idéologique.

Etant donné la taille moyenne de ce livre [324 pages], le lecteur comprendra que ces thèses sont nécessairement exposées à un niveau très élevé de généralité. À l'exception de telle ou telle analyse plus détaillée, cet ouvrage annonce surtout un programme de travaux théoriques que je devrai approfondir et détailler dans des études ultérieures, comme je l'ai déjà fait en partie.

Écrit presque entièrement avant le 25 avril 1974, ce livre reflétait principalement les impasses auxquelles m'avait conduit ma pratique militante au sein d'organisations léninistes: d'abord le Parti communiste portugais, puis les mouvements maoïstes. Le développement des luttes ouvrières après le coup d'Etat du 25 avril m'a permis d'abandonner une perspective qui, même si elle n'était plus léniniste, dépendait encore partiellement d'une problématique d'origine léniniste.

J'ai ensuite pu suivre de près l'extraordinaire expansion d'un mouvement autonome de la classe ouvrière au Portugal, mouvement particulièrement florissant entre la seconde moitié de 1974 et la fin de 1975. Cette expérience m'a permis de dépasser certains aspects de ce livre, et m'a conduit notamment à redéfinir le champ de lutte où le prolétariat développe des rapports sociaux communistes.

En relisant ce texte, j'ai trouvé plusieurs affirmations ou thèses particulières qui devraient être corrigées aujourd'hui; mais elles concernent des questions secondaires dans le contexte où elles s'insèrent – et je les passerai donc sous silence.

À la lumière de mes conceptions actuelles, un seul aspect mériterait d'être actualisé, car il me semble être étroitement lié à une manière d'analyser les luttes sociales que j'ai dépassée après le 25 avril.

Citant un passage connu de la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* de Marx, je présente dans ce livre un modèle dans lequel une contradiction antagonique entre les forces productives et les rapports de production est résolue par l'action qu'exerce sur elle la contradiction entre les classes en lutte. En fait, ma formulation dépassait déjà le modèle strict de Marx, car s'il était resté muet sur la manière dont une telle résolution pouvait se produire, j'avais l'argument selon lequel la résolution se déroulerait sur le terrain créé par les institutions mêmes de la lutte du prolétariat.

L'expérience acquise après le 25 avril m'a permis de poursuivre l'analyse dans ce sens et de remettre en question le modèle de Marx. En effet, si nous admettons, comme je le fais dans ce livre, que tout le système technologique est déterminé par les rapports sociaux de production dans lesquels il s'est formé, alors il n'y a pas de place pour concevoir une contradiction antagonique, inconciliable, entre cette technologie (y compris les forces productives) et les rapports de production.

En présupposant un tel antagonisme, Marx considérait le développement des forces productives capitalistes comme la base du mode de production communiste; il réduisait ainsi le capitalisme à sa phase dite de «libre concurrence» et ouvrait la porte à une confusion entre les formes ultérieures de capitalisme planifié et le communisme.

Dans la mesure où les premières pages de ce livre critiquent déjà la réduction de la définition du capitalisme à celle du marché de libre concurrence, le lecteur, une fois averti, pourra facilement corriger cet aspect à la lumière du contexte général de cet ouvrage. Mais, étant donné l'importance de ce point, il me faut le développer un petit peu plus.

Certes, les rapports de production ne sont pas une expression transparente des forces productives. Ces deux niveaux entretiennent une relation contradictoire. Mais cette contradiction n'empêche jamais les forces productives capitalistes de se développer – dans un sens capitaliste évidemment. Les rapports sociaux de production ne limitent pas la croissance des forces productives ; ils déterminent le sens dans lequel s'effectue une telle croissance et la façon dont elle se déroule. Cette relation contradictoire donne au développement des forces productives sous le capitalisme une certaine physionomie, qui se modifie en fonction des phases économiques dans lesquelles s'inscrit ce développement.

Il est vain de procéder à la moindre comparaison, qui serait toujours d'ordre métaphysique, entre le développement des forces productives capitalistes et un modèle idéal de développement linéaire, inventé à la mesure de nos désirs. La croissance des forces productives capitalistes fait partie intégrante du mode de production capitaliste. Par conséquent, la totalité de ce mode de production, qui articule les forces productives capitalistes avec les rapports sociaux capitalistes, entre en contradiction avec les institutions de la lutte prolétarienne.

Le prolétariat est véritablement en lutte lorsque la classe prolétarienne s'exprime directement, sans déléguer la formulation de ses revendications à un corps professionnel spécialisé (parti, syndicat, commissions bureaucratisées). C'est au cours de cette lutte pratique, autonome et directe du prolétariat contre le capitalisme, que naissent de nouveaux rapports sociaux qui entrent en conflit absolu, antagonique, avec le mode de production capitaliste. Il me faut souligner ici un point fondamental : les rapports sociaux établis par les prolétaires dans la pratique de leur lutte ne peuvent résoudre la moindre contradiction entre la technologie capitaliste et les rapports sociaux capitalistes, mais ils affirment une nouvelle totalité sociale (le communisme) contre la totalité du capitalisme.

Dans ce livre, je me réfère aux institutions de la lutte pratique et directe du prolétariat contre le capitalisme, en employant toujours le terme de «conseils d'usine». Ce mot ne doit pas tromper le lecteur. La réalité à laquelle je me réfère entretient peu de rapports avec ces ombres quasi évanescentes qui servent de gadgets idéologiques à certaines tendances sclérosées qui prétendent enfermer l'avenir du mouvement ouvrier dans une sorte de musée accueillant les figures de cire des révolutions passées.

Dans ce livre, j'appelle «conseils d'usine» toutes les institutions de lutte directe et autonome du prolétariat. Fluides et spontanées, elles ont toujours été créées sous des noms différents (au Portugal, après le 25 avril, on les appelait des «commissions de travailleurs»). Il ne s'agit pas de jauger ces institutions d'après un modèle unique, car elles se caractérisent notamment par la mutation permanente de leurs formes organisationnelles concrètes. Dans la lutte pratique, les prolétaires instaurent des rapports communautaires et égalitaires dans le cadre desquels les décisions sont prises en commun et les tâches réparties sans professionnalisation.

Ces rapports sont absolument incompatibles avec les rapports capitalistes qui fonctionnent dans l'usine, avec la hiérarchie et la discipline qui y règne. Décision collective, rotation des tâches, révocabilité permanente, égalité des rémunérations, tels sont les principes fondamentaux qui régissent toutes les institutions créées par le prolétariat dans sa lutte directe contre le Capital.

Mais ces principes généraux s'incarnent concrètement dans des formes changeantes et avec un minimum d'inertie. Lorsque la lutte se développe, que le prolétariat passe des problèmes tactiques concernant les revendications immédiates à la question la plus fondamentale de ses besoins matériels de base et ceux de ses familles, pendant la période de conflit, une contradiction apparaît entre les nouvelles relations construites dans la lutte et la technologie capitaliste – la seule existante pour le moment.

Cette contradiction est de la plus haute importance. Dans sa lutte pratique, le prolétariat met en place des rapports sociaux égalitaires et communautaires. Lorsque les grèves et les occupations d'usines aboutissent au boycott du patronat, les prolétaires sont obligés de continuer à produire afin de subvenir à leurs besoins. Ils commencent à réorganiser la production à leur manière et c'est à ce moment-là que ces nouvelles relations se révèlent être antagoniques avec le système technologique de production en place sous le capitalisme.

La technologie capitaliste sépare le travailleur aussi bien des moyens de production que de l'organisation même du processus productif ; elle ne peut que reproduire la division capitaliste du travail, à savoir la division entre ceux qui conçoivent, gèrent et donnent des ordres (et s'approprient ainsi le surtravail) et ceux qui exécutent – et sont donc exploités. À maintes reprises, le prolétariat a pu acquérir une conscience plus ou moins claire de cet antagonisme. Mais il n'a jamais réussi à le dépasser.

La non-résolution de cet antagonisme est, comme j'ai essayé de le montrer tout au long de ce livre, la cause fondamentale qui a permis la dégénérescence des révolutions ouvrières. Mais la création d'un nouveau système technologique, déterminé par les nouveaux rapports sociaux que le prolétariat crée dans sa lutte, ne pourra résulter que d'un processus collectif relativement long. Jusqu'à aujourd'hui, le rythme de la lutte de classe n'a jamais permis qu'un tel processus se produise.

C'est là qu'interviennent, comme une nécessité absolue, l'internationalisation des processus révolutionnaires et l'extension, selon un rythme permanent et au-delà des frontières nationales, des nouveaux rapports noués dans la lutte pratique du prolétariat. Cette évolution est indispensable si l'on veut rendre possible le passage effectif de ces nouvelles relations sociales à de nouveaux rapports sociaux de production; ou, pour utiliser la terminologie de ce livre, si l'on souhaite que la *Loi de l'Institutionnel* régisse les nouvelles forces productives.

Le grand problème de la révolution prolétarienne contemporaine réside dans cet antagonisme entre, d'une part, l'expansion des rapports sociaux que le prolétariat instaure dans sa pratique de lutte autonome et, d'autre part, le marché mondial capitaliste. Beaucoup de gens évoquent l'idée d'une technologie non capitaliste. Mais puisque, dans la plupart des cas, ces conceptions n'ont rien de commun avec les miennes, il est peut être utile que je m'en démarque.

Deux positions générales me semblent particulièrement critiquables :

– La première, partagée par de nombreuses personnes qui se disent «écologistes⁴», consiste à préconiser un arrêt de la croissance industrielle et un retour, au moins partiel, à certaines techniques de production précapitalistes. L'ambition de revenir à des époques historiques révolues est le prototype de l'utopie. Je ne perdrai donc pas mon temps à démontrer l'impossibilité d'un tel retour puisque cette démonstration a déjà été faite des milliers de fois. Ceux qui n'en sont pas convaincus ne changeront jamais d'avis.

Pour ce qui concerne la «croissance zéro», la convergence entre de nombreux écologistes et certains économistes capitalistes ultraconservateurs est tout à fait remarquable : elle est un symptôme de la crise économique que traverse le capitalisme depuis 1974, et elle présage certainement d'un nouveau type de croissance des forces productives capitalistes (que ces courants présentent, idéologiquement, comme une non-croissance).

– La seconde position est défendue par des éléments dont la pratique semble parfois plus radicale parce qu'elle est plus violente dans certaines manifestations. Elle consiste à affirmer l'inutilité de tout travail, dans la mesure où les conditions nécessaires à une automatisation complète de toutes les tâches seraient aujourd'hui réunies.

⁴ Pour plus de détails, on pourra lire le recueil d'articles de João Bernardo, *Contre l'écologie*, Editions Ni patrie ni frontières, 2017 (NdT).

En réalité, ce courant se contente de pousser les caractéristiques fondamentales de la technologie capitaliste jusqu'à leurs conséquences ultimes. L'automatisation capitaliste accroît au maximum la distance entre le producteur et le processus de production. Et c'est de là que viennent toutes les technologies contemporaines, qui accroissent simultanément l'activité de toutes les machines et la passivité mentale que ce processus de travail impose aux producteurs.

Concevoir une société de loisirs fondée sur cette automatisation généralisée ne signifie pas du tout dépasser la technologie capitaliste, mais se soumettre aux formes les plus viles du développement technologique du capital. C'est rêver au paradis sans sortir de prison, cela conduit à défendre une aliénation absolument générale de toute la société.

Une technologie ne sera réellement nouvelle que si elle insère étroitement le producteur dans le processus de production – autant pour ce qui concerne la propriété que le niveau matériel de ce processus, sa gestion et l'intégration des systèmes de connaissance.

Les deux courants idéologiques que je viens de citer expriment, dans la plupart des cas, des mouvements dont la base sociale repose sur la sphère économique de la consommation plutôt que sur la sphère de la production: étudiants, cadres inférieurs de la technocratie, professions libérales, etc.

Durant ces dernières décennies, trois facteurs étroitement corrélés ont provoqué une forte expansion numérique de la classe des technocrates: le poids croissant de la fraction du capital constant dans le capital total; l'éloignement croissant du producteur direct vis-à-vis du processus de production, éloignement que la technocratie va combler; et le retrait, pratiquement achevé, des propriétaires bourgeois privés de la gestion de cette propriété, que la classe des technocrates assumera également.

Dans ces conditions, les nouvelles conditions du développement des forces productives capitalistes, aggravées par la crise actuelle, ont entraîné un pourcentage élevé de chômeurs parmi les couches inférieures de la classe des technocrates. En particulier, les étudiants, apprentis technocrates, ont de plus en plus de mal à trouver un travail stable, une fois leurs études terminées. Dans tous les pays industrialisés développés, des milliers de technocrates potentiels sont mis au chômage sans jamais avoir eu le moindre contact avec le processus de production, même en tant que technocrates. Technocrates frustrés, ces éléments se révoltent surtout parce que ce sont des consommateurs insatisfaits. Ils constituent la base sociale fondamentale des tendances idéologiques que j'ai critiquées plus haut.

Ces courants se soucient beaucoup, par exemple, des effets de la technologie capitaliste à l'extérieur des usines; mais elles s'inquiètent très peu des effets de cette technologie à l'intérieur des lieux de travail; et comme tout cela se passe dans une société capitaliste qui menace de durer encore plusieurs décennies, ces courants ne sont nullement concernés par le problème du chômage des travailleurs.

Le remodelage technologique radical auquel je fais référence dans ce livre ne pourra provenir que d'une relation étroite entre les institutions du prolétariat créées dans la lutte pratique et les institutions de lutte en dehors des usines, à savoir celles des habitants. Seule une telle convergence pourra développer de nouveaux rapports sociaux qui se matérialiseront dans le processus de production.

Puisqu'il annonce un programme de travaux théoriques futurs, ce livre vise surtout à contribuer à changer la vision du mouvement ouvrier partagée par la plupart des révolutionnaires, ou plus précisément à modifier le champ même de cette vision. Le point d'appui du mouvement révolutionnaire contemporain ne réside pas, comme le prétendent les idéologies à la mode, dans les revendications des consommateurs, qui peuvent toutes être satisfaites, en dernière analyse, par le capitalisme; il ne réside pas davantage dans des institutions extérieures au processus de lutte pratique, immédiate et autonome du prolétariat – contrairement à ce que prétendent les vieilles orthodoxies.

C'est dans les relations concrètes créées par les prolétaires dans leurs luttes directes que nous pourrions trouver les germes du nouveau mode de production, les chemins d'un avenir possible, la nouvelle loi du mode de production communiste. Abandonnons les préoccupations qui ont tant accaparé notre attention jusqu'ici: cessons de nous demander quelles revendications doivent être formulées dans

telle ou telle lutte, quels sont les slogans, les partis qui «sont derrière» ces luttes (car ils sont incapables d'être devant...). Tout cela est très secondaire. Concentrons-nous plutôt sur les formes pratiques des interrelations qui naissent dans la lutte. Ce ne sont pas les revendications ou les slogans qui ont un sens en eux-mêmes, mais les formes exactes d'interrelations sociales que les prolétaires adoptent lorsqu'ils mettent en pratique des revendications et formulent des slogans.

Ce sont ces formes sociales, et non tel mot d'ordre ou telle revendication, qui définissent le caractère révolutionnaire ou réformiste d'un processus de lutte donné.

Si la génération révolutionnaire actuelle se livre à ce travail d'analyse (qu'elle ne pourra pas éluder de toute façon), la loi du nouveau mode de production communiste cessera de garder des contours vagues et commencera enfin à être définie plus précisément. Cela présuppose bien entendu l'expansion croissante du mouvement autonome du prolétariat lui-même. La définition de la loi du mode de production communiste est indissociable de la construction pratique de rapports sociaux communistes, chaque lutte étant plus profondément enracinée, plus durable et plus déterminée.

João Bernardo, 9 octobre 1977